

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLOO

Première Avenue - Port d'Halluin
59250 Halluin

Références : IC250726
Code AIOT : 0010011110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement GALLOO implanté 11 Avenue de la Liberté ZI Les Corvées 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO
- 11 Avenue de la Liberté ZI Les Corvées 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010011110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral du 17 février 2017 autorisant un établissement de tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Le site de Vernouillet se concentre sur la récupération et le recyclage de divers métaux tels que la ferraille, l'aluminium, le cuivre et le plastique des équipements électriques.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.3.11	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 17/02/2017, article 7.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
6	Autorisation environnementale	Code de l'environnement du 16/09/2025, article L.181-14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
7	Propreté	Arrêté Préfectoral du 17/02/2017, article 2.3.1	Demande d'action corrective	7 jours
8	Comportement au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 17/02/2017, article 7.3.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 7.6.2	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 4.3.11	
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales issues du ruissellement sur les aires imperméabilisées et l'entretien du site sont collectées et rejoignent les eaux de toiture avant traitement dans le séparateur d'hydrocarbures et rejet dans le bassin de rétention des eaux pluviales. L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, sans dilution et en aval des séparateurs d'hydrocarbures, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 Eaux pluviales	
Paramètres	Concentrations maximales autorisées
Débit journalier	Maximum autorisé : 260 m3/jour

Débit horaire	Maximum autorisé : 10.8 m3/heure
pH	5.5 < pH < 8.5
Température	< 30 °C
DCO	125 mg/l
DBO5	30 mg/l
MES	35 mg/l
Fer (Fe)	10 mg/l
Aluminium	10 mg/l
Cuivre (Cu)	0.5 mg/l
Zinc (Zn)	0.5 mg/l
Plomb (Pb)	0.5 mg/l
Hydrocarbure totaux (HCT)	5 mg/l
PCEB (NF EN ISO 6468)(*)	0.05 mg/l si le rejet dépasse 0.5 g/l
Somme des métaux (Mn + Fe + Co + Ni + Cu + Zn + Ag + Pb)	15 mg /l si le flux est supérieur à 10.3 mg/l0 g/l
Indice phénols	0.3 mg/l
Chrome hexavalent	0.1 mg/l
Cyanures totaux	0.1 mg/l
AOx (**)	5 mg/l
Arsenic	0.1 mg/l
Mercure	0.05 mg/l

(*) concerne la mesure de la somme des concentrations des sept congénères suivants : 28, 52, 101,138, 153, 180 et 194

(**) Halogène organique adsorbable. Une mesure des débits, du pH, de la température et des concentrations des différents polluants susvisés est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement (cf. article 9.2.3). Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constat de la visite d'inspection précédente (19 décembre 2024) :

La valeur en DCO issue des mesures sur le rejet d'eau réalisé en septembre 2024 apparaît en dépassement (145 mg/kg pour un seuil fixé à 125 mg/kg).

Visite d'inspection du 16 septembre 2025 :

Par courriel du 16 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse du 23 octobre 2025 de la société SYPAC. Ce rapport indique un dépassement pour le pH (9.1).

L'exploitant indique cependant que l'analyse en direct sur site, pendant le prélèvement indique un pH moyen de 8. L'inspection constate néanmoins que, lors de l'analyse en direct sur site, un pH maximum de 9.3 a été atteint.

Constat : La non-conformité précédente est levée. Cependant, pour l'année 2025, la valeur limite pour le pH n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2017, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon le référentiel en vigueur.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérification périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivant selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle

Installations de désenfumage	Annuelle
[...]	[...]

Visite d'inspection du 16 septembre 2025

Par courriel du 16 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents suivants :

- Rapport de vérification annuelle relatif à la vérification et à la maintenance des extincteurs. Ce document, daté du 10 novembre 2025 et réalisé par l'entreprise LST indique que l'ensemble des extincteurs sur le site sont en bon état.
- Rapport de vérification annuelle relatif à la vérification et à la maintenance du désenfumage naturel. Ce document, daté du 10 novembre 2025 et réalisé par l'entreprise LST indique que le système de désenfumage est dans un état correct. A noter, toutefois, les nombreuses remarques relatives à l'absence des cartouches de réserves et aux changements de certaines cartouches en place.
- Rapport de vérification des poteaux incendie en date du 10 novembre 2025 et réalisé par l'entreprise LST. Ce document indique, notamment :
 - Pour le poteau situé au niveau du stockage plastique :
 - Un débit maximum de 94m³/h,
 - Un débit sous 1bar de 81 m³/h,
 - Une accessibilité correcte,
 - Pour le poteau situé au niveau du stockage nord du site :
 - Un débit maximum de 76 m³/h,
 - Un débit sous 1bar de 68 m³/h,
 - Une accessibilité correcte,

Constat : Pas de non-respect constaté.

Néanmoins, l'exploitant réalisera les actions demandées par le rapport de vérification annuelle relatif à la vérification et à la maintenance du désenfumage naturel. Les justificatifs permettant de répondre aux observations inscrites dans le rapport susmentionné sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
 - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
 - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Visite d'inspection du 16 septembre 2025

Par courriel du 16 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son plan de défense contre l'incendie. Ce dernier comprend :

- Les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener,
- L'organisation de la première intervention et de l'évacuation. A noter la présence d'un service de gardiennage en dehors des horaires d'ouverture. Ce service est intégré dans le Plan de Défense contre l'Incendie,
- Les modalités d'ouverture des portails. Cependant, le document n'indique pas les modalités d'accueil des services de secours par l'exploitant. (ex: présence d'un personnel à l'entrée du site),
- Un plan des réseaux de collecte avec la présence des dispositifs d'obturation,
- Un plan général identifiant les zones de danger et les moyens de défense contre l'incendie,
- Les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont disponibles,
- La mise en œuvre des dispositifs d'isollements,

Cependant, les éléments requis suivants sont manquants :

- Les modalités d'obtention de l'état des stocks,
- La justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir

avant l'arrivée des secours.

Constat : Le PDI n'est pas complet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du Code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Visite d'inspection du 16 septembre 2025

Par courriel du 16 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées deux comptes-rendus d'exercice incendie :

- **Exercice du 03/07/2025 :**
 - Scénario : Départ de feu dans un bac "tablette".
 - Les objectifs visés par l'exploitant sont atteints. Vigilance cependant sur la bonne

utilisation des moyens d'extinction en fonction de la nature du feu (extincteur de classe D pour un incendie de PAM).

- **Exercice du 02/07/2025 :**

- Scénario : Départ de feu au niveau du bac de stockage pile et batterie.
- Cet exercice, réalisé par les agents de sécurité privée présents en période non-ouvrée, a atteint l'ensemble des objectifs fixés par l'exploitant. Cependant, ce dernier veillera à s'assurer que les agents de sécurité possèdent les EPI nécessaires à assurer la sécurité des agents lors de l'utilisation des moyens d'extinction incendie.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2017, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum, les moyens définis ci-après et garantir en permanence un débit minimum de 570 m³/h pendant deux heures pour la défense incendie extérieure contre l'incendie.

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (poteaux incendie, etc...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou de réserves d'eau d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. Ce réseau est notamment constitué de :
 - Un poteau incendie n°64, situé à 30 mètres de l'entrée du site, le long de l'avenue de la Liberté, disposant d'un débit de 141 m³/h avec une pression de 1 bar;
 - Un poteau incendie n°144, situé à 150 mètre de l'entrée du site, le long de l'avenue Louise Michel, disposant d'un débit de 114 m³/h avec une pression de 1 bar.
- D'un volume minimal de 630 m³ en réserve statique dans le bassin de rétention des eaux pluviales avec un aménagement prévu d'une plate-forme de mise en aspiration d'une aire de 32 m² (8m*4m) par tranche de 240 m²; cette réserve doit être entretenue et clairement signalée. [...]

Visite d'inspection du 16 septembre 2025

Sur place, l'inspection des installations classées constate, sur la plateforme de mise en aspiration, la présence d'un engin de chantier. Ce dernier ne permet pas aux services d'incendie et de secours d'utiliser convenablement les eaux contenues dans le bassin de rétention.

De plus, l'exploitant indique avoir mis en place des poteaux incendie à l'intérieur du site. Considérant les rapports de vérification mentionnés au point n°2 du présent rapport, il s'avère que le débit disponible sur le site est inférieur au débit prescrit par l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2017, à savoir 570 m³. En effet, les équipements de lutte contre l'incendie listés dans le plan de défense contre l'incendie sont :

- Poteau incendie situé au niveau du stockage plastique (débit sous 1bar = 81m³/h)
- Poteau incendie situé au nord du site (débit sous 1bar = 68m³/h)
- La réserve statique dans le bassin de rétention des eaux pluviales d'une capacité de 630 m³.

Par conséquent, le débit disponible en permanence actuellement est de 464 m³/h pendant deux

heures (< 570 m3/h). Il est donc nécessaire de maintenir la possible utilisation des poteaux incendie situés sur la voie publique. Ces derniers devront donc être mentionnés dans le plan de défense contre l'incendie mentionné au point n°3 du présent rapport. De plus, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un justificatif attestant du bon fonctionnement des poteaux public. Ce justificatif mentionnera également le débit sous 1bar disponible.

Constat : Au jour de la visite d'inspection,

- **la réserve statique dans le bassin de rétention des eaux pluviales n'est pas accessible.**
- **les équipements de lutte contre l'incendie prévus par l'exploitant dans le cadre de son plan de défense contre l'incendie ne sont pas en capacité de fournir le débit sous 1 bar prescrit par l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2017,**
- **l'exploitant n'est pas en capacité de transmettre le justificatif de conformité des poteaux incendie situés sur la voie publique.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : Autorisation environnementale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2025, article L.181-14

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.[...]

Visite d'inspection du 16 septembre 2025

Le 28 juillet 2023, la société GALLOO a déposé une demande complète d'examen au cas par cas pour son installation située sur le site de Vernouillet. En effet, les équipements suivants sont mis en place :

- Nouvelle ligne de traitement au sein du bâtiment actuel,
- Nouveau broyeur dans un bâtiment actuel,
- Nouveau broyeur dans un bâtiment situé sur la parcelle du site,
- Nouvelles aires de stockage de déchets avant et après traitement,
- Nouveaux parkings et locaux sociaux.

Par l'installation des équipements susmentionnés, l'activité du site de Vernouillet augmente

respectivement de :

- 379% pour la rubrique 2711 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques) ;
- 85% pour la rubrique 2790 (installation de traitement de déchets dangereux) ;
- 280% pour la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux).

De plus, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées, via les documents transmis à l'appui de sa demande, la mise en place d'une installation de tri, transit et regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2792 de la nomenclature des installations classées.

Par arrêté préfectoral du 19 janvier 2024, la décision tacite soumettant le projet de la société GALLOO à évaluation environnementale est levée. Il est donc acté que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Cependant, considérant l'augmentation et la nature des activités projetées sur le site de GALLOO, les modifications sont jugées substantielles car :

- La dernière situation ayant donné lieu à une consultation du public date de l'année 2016 et que, depuis cette date, de nombreuses modifications ont été apportées à l'exploitation (notamment sur les rubriques 2711, 2790, 2791 ainsi que sur les équipements de lutte contre l'incendie),
- Pour la rubrique 2790, et conformément au point 3.3.2 de la communication de la commission européenne relative à l'application de la directive 2011/92/UE publiée au journal officiel de l'union européenne du 3 décembre 2021, l'inspection des installations classées considère que le projet de l'entreprise GALLOO sur son site de Vernouillet présente, de par sa nature et son ampleur, des risques similaires, en termes d'incidence sur l'environnement, que le projet initial.

Par conséquent, et considérant les points susmentionnés, l'inspection des installations classées considère qu'il est nécessaire, pour l'exploitant, de déposer un nouveau dossier d'autorisation conformément à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement.

Constat : Les modifications substantielles réalisées sur le site de l'entreprise GALLOO à Vernouillet n'ont pas fait l'objet d'un dépôt d'un dossier d'autorisation environnementale conformément à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2017, article 2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc.</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de pièces, matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p><u>Visite d'inspection du 16 septembre 2025</u></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées observe que les agents utilisent un compresseur d'air afin de nettoyer leurs vêtements.</p> <p>Or, ce compresseur d'air est installé à proximité immédiate de la chaudière et transmet la poussière des vêtements à la chaudière.</p> <p>De plus, il est constaté une quantité non négligeable de poussière (possiblement combustible) sur la chaudière.</p> <p><u>Constat : les locaux ne sont pas maintenus propres afin d'éviter l'amas de poussière et de matière dangereuse, notamment à proximité des installations à risques (ex : chaudière)</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2017, article 7.3.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • murs extérieurs en béton, rehaussés d'un bardage métallique de classe A2s1d0 • portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI120 (coupe-feu de degré 2heures)[...]
<p><u>Visite d'inspection du 16 septembre 2025</u></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées observe l'absence d'une partie du mur extérieur situé au niveau de la partie Nord-Ouest du bâtiment (sortie du broyeur écrans plats).</p> <p><u>Constat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Considérant l'absence d'un mur extérieur efficace au niveau de la partie Nord-Ouest du bâtiment (sortie du broyeur écrans plats), l'inspection des installations classées considère</u>

<p><u>que les locaux abritant l'installation ne présentent pas, sur l'ensemble de sa périphérie, des murs extérieurs en béton, rehaussés d'un bardage métallique de classe A2s1d0,</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>De plus, l'exploitant justifiera, auprès de l'inspection des installations classées, les éléments suivants :</u> <ul style="list-style-type: none"> ◦ <u>le caractère incombustible du bardage métallique,</u> ◦ <u>le caractère coupe-feu 2 heures de l'ensemble des portes et fermetures (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries).</u>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p><u>De plus, l'exploitant justifie, auprès de l'inspection des installations classées, les éléments suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>le caractère incombustible du bardage métallique,</u> • <u>le caractère coupe-feu 2 heures de l'ensemble des portes et fermetures (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries).</u>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>